**LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION
LAMBALLE TERRE & MER
-22400-
RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 21 JANVIER 2020**

PROCES-VERBAL

L'AN DEUX MILLE VINGT, LE VINGT-ET-UN JANVIER, A DIX-HUIT HEURES TRENTE, LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LAMBALLE TERRE & MER, LÉGALEMENT CONVOQUÉ, S'EST RÉUNI EN SEANCE PUBLIQUE A L'ESPACE LAMBALLE TERRE & MER, A LAMBALLE-ARMOR SOUS LA PRÉSIDENTE DE LOÏC CAURET.

Date de la convocation : 15 janvier 2020

ETAIENT PRÉSENTS :

Président : Loïc CAURET

Vice-présidents : Thierry ANDRIEUX, Jean-Luc COUELLAN, Marie Christine CLERET, Jean MEGRET, Marie-Thérèse SALOU, Philippe HERCOUET, Daniel NABUCET, Daniel BARON, Denis MICHELET, Loïc DERON, Yvon BERHAULT, Jean-Pierre OMNES, Jean-Luc BARBO.

Conseillers : Roger AUBREE, Nathalie BEAUVY, Fabienne BOILET, Nathalie BOUZID, Jean-François BREHANT, Jean-Pierre BRIENS, Jean-Pierre CARLO, Gilles CHAPERON, Françoise CHAUVIN, Jean-François CORDON, Francis DAULT, Stéphane de SALLIER DUPIN, Christine DIVAY, Nicole DROBECQ, Jean-Luc DUBOS, André FOURCHON, Thierry GAUVRIT, Daniel GESBERT, André GOMET, Jean-Luc GOUYETTE, Jean-Luc GUYMARD, Pascal HANNIGSBERG, Edmond HERVE, Jean HERVE, Sylvie HERVO, Nadine L'ECHELARD, Jean-Yves LEBAS, Yves LEMOINE, Joël LUCIENNE, Fabrice NOEL, Sylvain OREAL, Pascal PELLAN, Marie-Pierrette POILVE, Gilles PORTIER (*suppléant de Chantal DEJOUÉ, absente*), Nicole POULAIN, Christophe ROBIN, Marie-Antoinette ROUXEL, Yves RUFFET, Nathalie TRAVERT-LE ROUX, Françoise TREVIEN, Laurence URVOY, Didier YON.

ABSENTS EXCUSÉS :

- Christiane GUERVILLY donne pouvoir à Nathalie BEAUVY,
- Olivier MORAND donne pouvoir à Fabienne BOILET,
- Nicole BURAUD donne pouvoir à Jean-Luc DUBOS,
- Julien HOUZÉ donne pouvoir à Loïc CAURET,
- Marie-Madeleine BOURDEL, Thomas FAVREL, Daniel PAULET, Robert RAULT,

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Marie-Pierrette POILVÉ

ORDRE DU JOUR

- *Déchets ménagers – Kerval (point d'information sans délibération)*
- *2020-001 – Déchets ménagers – Harmonisation du mode de financement*
- *2020-002 – Administration générale et finances – Débat d'Orientation Budgétaire 2020*
- *2020-003 – Administration générale et finances – Construction d'une halle de sports d'adresse à Lamballe-Armor (La Poterie) – Demande de subvention au titre de la DETR 2020*
- *2020-004 – Administration générale et finances – Extension de la maison de santé à Pléneuf-Val-André – Demande de subvention au titre de la DETR 2020*
- *2020-005 – Administration générale et finances – Construction de la halle sportive du Liffré à Lamballe-Armor – Demande de subvention au titre de la DETR 2020*
- *2020-006 – Administration générale et finances – Réorganisation des services des Finances*

Publiques

- *Administration générale et finances – Evolution du CIAS*
- *2020-007 – Tourisme – GR 34 – Aménagement du secteur de la Mascotte (Erquy) – Avant-projet*
- *2020-008 – Tourisme – GR 34 – Aménagement du secteur de la Mascotte (Erquy) – Maîtrise d'ouvrage déléguée par la commune d'Erquy*
- *Développement économique – Coworking – Lamballe-Armor (Boulevard Clémenceau) – Avancée du dossier (point d'information sans délibération)*
- *2020-009 – Développement économique – Parc d'Activités Lanjouan 1 (Lamballe-Armor) – Groupe Rose (PROMADIS)*
- *2020-010 – Sports – Centre aquatique (Pléneuf-Val-André) – Commission d'appel d'offres – Création*
- *2020-011 – Sports – Piscine « La Tourelle » (Plémy) – Gestion par délégation de service public*
- *2020-012 – Sports – Piscine « La Tourelle » (Plémy) – Contrat de délégation de service public – Avenant*
- *2020-013 – Numérique – Bretagne Très Haut Débit – Financement de l'opération de montée en débit à Lamballe-Armor (Planguenoual)*
- *2020-014 – Administration générale et finances – Compte rendu des décisions prises par le Président par délégation du Conseil communautaire*

DECHETS MENAGERS KERVAL

Intervention de Thierry BURLLOT, Président de Kerval. Ce point ne fait pas l'objet d'un vote.

Délibération n° 2020-001

Membres en exercice : 64 Présents : 56 Absents : 8 Pouvoirs : 4

DECHETS MENAGERS HARMONISATION DU MODE DE FINANCEMENT
--

Depuis le 1^{er} janvier 2017, trois modes de financement du service public de gestion des déchets ménagers coexistent :

- La redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) sur les communes des ex-communautés de communes Arguenon-Hunaudaye, Pays de Moncontour et Pays de Du Guesclin,
- La redevance incitative (RI) sur les communes d'ex-Lamballe Communauté,
- La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) sur les communes des ex-Communautés de communes Côte de Penthièvre et Pays de Matignon.

L'article L.2333-76 du Code Général des Collectivités Territoriales fixe un délai maximal de 5 ans après fusion pour harmoniser ce mode de financement sur le territoire de Lamballe Terre & Mer, soit avant le 1^{er} janvier 2022.

Lamballe Terre & Mer a missionné le Cabinet CITEXIA pour étudier les impacts des différents modes de financement existants.

Au regard :

- Des avis de la Commission Déchets Ménagers du 6 novembre 2019 et du Bureau communautaire du 19 novembre 2019,

- La présentation de l'étude sur le financement du service public de gestion des déchets ménagers réalisée par le Cabinet CITEXIA en Conférence des Maires du 26 novembre 2019 et en Conseil communautaire du 17 décembre 2019.

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- VALIDE la mise en place d'une redevance incitative pour les particuliers et les professionnels à l'échelle du territoire de Lamballe Terre & Mer pour financer le service public de gestion des déchets ménagers,
- DECIDE d'engager les études préalables à sa mise en œuvre opérationnelle au 1^{er} janvier 2022,
- AUTORISE le Président ou son représentant à solliciter pour cette opération les subventions les plus larges possibles, notamment auprès de l'ADEME,
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-002

Membres en exercice : 64 Présents : 56 Absents : 8 Pouvoirs : 4

**ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES
DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020**

Le Président propose au Conseil communautaire de débattre des orientations budgétaires à prendre pour l'année 2020.

Ce débat, prévu par l'article L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) pour les EPCI, permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires, des engagements pluriannuels, de la structure et de la gestion de la dette et d'être également informée de la structure, de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ces orientations ont été étudiées par la commission des finances, réunie le 19 décembre 2019.

Considérant le rapport transmis aux conseillers communautaires,

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire PREND ACTE, par un vote, de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2020.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-003

Membres en exercice : 64 Présents : 56 Absents : 8 Pouvoirs : 4

**ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES
CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE SPORTS D'ADRESSE A LAMBALLE-ARMOR (LA POTERIE)
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR 2020**

Par délibération du 05 février 2019, le Conseil communautaire a validé le plan de financement de la construction d'une halle de sports d'adresse à Lamballe-Armor (La Poterie) et sollicité l'Etat au titre de

la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) 2019. Ce projet n'a pas été retenu et est actuellement en cours de travaux.

Or, le dossier présenté en 2019 ayant été déclaré complet, il est possible de le présenter à nouveau au titre de la DETR 2020. Les travaux sur les équipements sportifs sont en effet éligibles à une subvention au taux de 20 à 30%. Par conséquent, il est proposé de solliciter une subvention à hauteur de 30% du montant des travaux.

Ainsi, le plan de financement actualisé en fonction du résultat de l'appel d'offres travaux de cette opération pourrait s'établir de la manière suivante :

Dépenses € HT		Recettes € HT	
Terrassement – VRD – Aire de jeux	224 827,00		
Gros œuvre – Maçonnerie	137 487,77		
Charpente métallique	103 939,00		
Couverture – Bardage	69 338,37	Etat – DETR 2020 - 30%	215 495,62
Menuiseries extérieures intérieures	53469,42	Département – Contrat de territoire 29,2%	210 000,00
Cloisons – Plafonds	23 379,51	Autofinancement – 40,8%	292 823,12
Peinture – Faïence	9 319,33		
Electricité – Courants faibles	66 402,73		
Plomberie – Sanitaire – VMC	12 155,61		
Eclairage extérieur	18 000,00		
TOTAL Dépenses	718 318,74	TOTAL Recettes	718 318,74

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- VALIDE le plan de financement de la construction de la halle de sports d'adresse à Lamballe-Armor (La Poterie), tel que présenté ci-dessus,
- AUTORISE le Président ou son représentant à apporter toute modification au plan de financement prévisionnel,
- SOLLICITE, au titre de la DETR 2020, une subvention à hauteur de 30% du montant des travaux,
- AUTORISE le Président ou son représentant à solliciter toute autre subvention mobilisable pour ce projet (Europe notamment FEADER-Leader et ITI-FEDER, Etat, Région, Département...),
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-004

Membres en exercice : 64 Présents : 56 Absents : 8 Pouvoirs : 4

**ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES
EXTENSION DE LA MAISON DE SANTE A PLENEUF VAL ANDRE
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR 2020**

Par délibération du 18 juin 2019, le Conseil communautaire a validé l'avant-projet définitif de l'extension de la maison de santé à Pléneuf-Val-André, dont la réalisation des travaux est prévue de février 2020 à janvier 2021.

Les projets visant à maintenir et développer les services publics sont éligibles au titre de l'année 2020 à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), au taux de 20 à 40%. Cette opération répond aux critères d'éligibilité et, en particulier, connaîtra un début d'exécution en 2020. Par conséquent, il est proposé de solliciter une subvention à hauteur de 40% du montant des travaux.

Ainsi, le plan de financement résultant de l'appel d'offres travaux de cette opération pourrait s'établir de la manière suivante :

Dépenses € HT		Recettes € HT	
Travaux	763 908,63	Etat – DETR 2020 – 40%	305 563,45
		Département – Contrat de territoire 23,4%	178 670,00
		Autofinancement – 36,6%	279 675,18
TOTAL Dépenses	763 908,63	TOTAL Recettes	763 908,63

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- VALIDE le plan de financement de l'extension de la maison de santé à Pléneuf-Val-André, tel que présenté ci-dessus,
- AUTORISE le Président ou son représentant à apporter toute modification au plan de financement prévisionnel,
- SOLLICITE, au titre de la DETR 2020, une subvention à hauteur de 40% du montant des travaux,
- AUTORISE le Président ou son représentant à solliciter toute autre subvention mobilisable pour ce projet (Europe notamment FEADER-Leader et ITI-FEDER, Etat, Région, Département...),
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-005

Membres en exercice : 64 Présents : 56 Absents : 8 Pouvoirs : 4

**ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES
CONSTRUCTION DE LA HALLE SPORTIVE DU LIFFRE A LAMBALLE-ARMOR
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DETR 2020**

Par délibération du 18 juin 2019, le Conseil communautaire a validé l'avant-projet définitif de la construction de la halle sportive du Liffre, à Lamballe-Armor, pour un coût prévisionnel des travaux de 6 467 450,00 € HT. La réalisation des travaux est prévue de septembre 2020 à juillet 2022.

Les travaux sur les équipements sportifs sont éligibles au titre de l'année 2020 à la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), au taux de 20 à 30%. Cette opération répond aux critères d'éligibilité et, en particulier, connaîtra un début d'exécution en 2020. Par conséquent, il est proposé de solliciter une subvention à hauteur de 30% du montant des travaux.

Ainsi, le plan de financement de cette opération pourrait s'établir de la manière suivante :

Dépenses € HT		Recettes € HT	
Travaux	6 467 450,00	Etat – DETR 2020 – 30%	1 940 235,00
		Département – Contrat de territoire 8,9%	573 956,00
		Autofinancement – 61,1%	3 953 259,00
TOTAL Dépenses	6 467 450,00	TOTAL Recettes	6 467 450,00

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- VALIDE le plan de financement de la construction de la halle sportive du Liffré, à Lamballe-Armor, tel que présenté ci-dessus,
- AUTORISE le Président ou son représentant à apporter toute modification au plan de financement prévisionnel,
- SOLLICITE, au titre de la DETR 2020, une subvention à hauteur de 30% du montant des travaux,
- AUTORISE le Président ou son représentant à solliciter toute autre subvention mobilisable pour ce projet (Europe notamment FEADER-Leader et ITI-FEDER, Etat, Région, Département...),
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-006

Membres en exercice : 64 Présents : 56 Absents : 8 Pouvoirs : 4

**ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES
REORGANISATION DES SERVICES DES FINANCES PUBLIQUES**

Suite à la motion prise par le Conseil en novembre 2019, le Directeur départemental des Finances Publiques propose des évolutions de son projet pour la période 2021-2025 :

- Un service de gestion comptable à Lamballe-Armor (Lamballe) en regroupant l'actuelle trésorerie et les trésoreries mixtes de Pléneuf-Val-André, Jugon-Les-Lacs Commune nouvelle (Jugon-Les-Lacs) et Moncontour avec les missions classiques des trésoreries (paiement des dépenses, encaissement des recettes, tenue de la comptabilité)
- Des accueils de proximité sous la forme des permanences d'au moins une demi-journée à Pléneuf-Val-André, Jugon-Les-Lacs et Moncontour
- Un accueil fiscal de proximité à Lamballe-Armor (Lamballe)
- Deux conseillers aux décideurs locaux basés à Lamballe-Armor (Lamballe) et Moncontour

Une charte entérine ces engagements pour la période 2021-2025 et la mise en place d'un suivi annuel permettant d'évaluer ces services (fréquentation, périodicité d'ouverture des accueils, interventions des conseillers aux décideurs locaux). Le groupe de suivi, coprésidé par un représentant de Lamballe Terre & Mer et par la DDFIP, est composé d'un représentant de chacune des mairies de Lamballe-Armor, Pléneuf-Val-André, Moncontour et Jugon-Les-Lacs Commune nouvelle.

Au regard :

- De la motion votée par le Conseil communautaire le 12 novembre 2019
- Des avis favorables du Bureau et de la Conférence des Maires du 14 janvier 2020

Après en avoir délibéré

Le Conseil communautaire :

- ACCEPTE l'organisation des services des finances publiques proposée par le Directeur départemental des Finances Publiques pour la période 2021-2025,
- DEMANDE qu'une liaison soit assurée avec les services offerts sur Broons,
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer la charte et tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES EVOLUTION DU CIAS
--

Confronté à une situation financière difficile, le CIAS a conduit, avec le cabinet SPQR, un audit financier et organisationnel avant l'été. Le plan d'actions proposé est en cours de mise en œuvre et présenté au Conseil communautaire :

- Réorganisation du contrat avec le Conseil Départemental,
- Renforcement de son appui et de sa participation financière à la politique « personnes âgées » portées par le CIAS,
- Travail sur l'organisation du CIAS : regroupement en un seul lieu et resserrement de l'équipe administrative, mutualisation de la fonction analyse et contrôle financier avec la Direction Finances de Lamballe Terre & Mer Agglomération, délégation du portage de repas du secteur de Moncontour au GIP Cuisine Centrale comme pour le reste du territoire de l'agglomération.

Ce point ne fait pas l'objet d'une délibération.

Délibération n° 2020-007

Membres en exercice : 64 Présents : 56 Absents : 8 Pouvoirs : 4

TOURISME GR34 - AMENAGEMENT DU SECTEUR DE LA MASCOTTE (ERQUY) - AVANT-PROJET

Ce point est reporté.

Délibération n° 2020-008

Membres en exercice : 64 Présents : 56 Absents : 8 Pouvoirs : 4

TOURISME GR34 - AMENAGEMENT DU SECTEUR DE LA MASCOTTE (ERQUY) MAÎTRISE D'OUVRAGE DELEGUEE PAR LA COMMUNE D'ERQUY

Ce point est reporté.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
COWORKING – LAMBALLE-ARMOR (BOULEVARD CLEMENCEAU) – AVANCÉE DU DOSSIER

Suite au Conseil communautaire du 11 juillet 2019, l'aménagement d'un espace de coworking dans le bâtiment de l'ex-magasin LIDL de Lamballe-Armor a été confié à Baie d'Armor Aménagement (B2A) par le biais d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage. Le permis de construire a été déposé et la consultation des entreprises vient de s'achever. Le projet devrait donc pouvoir prochainement entrer dans sa phase de réalisation. Le calendrier prévisionnel établi par B2A prévoit une livraison du bâtiment fin juin 2020.

Ce point ne fait pas l'objet d'une délibération.

Délibération n° 2020-009

Membres en exercice : 64 Présents : 55 Absents : 9 Pouvoirs : 4

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
PARC D'ACTIVITES LANJOUAN 1 (LAMBALLE-ARMOR) - GROUPE ROSE (PROMADIS)

Le groupe industriel Rose, basé à Lamballe, exerce des activités liées à la transformation du bois. Il comprend aujourd'hui 3 Sociétés :

- Rose Charpente spécialiste dans la fermette en porcherie
- Protac : Fabricant français, spécialiste des produits bois pour l'habitat, l'aménagement extérieur
- Puidukoda (Estonie : 90 emplois) : production et vente de produits bois rabotés et profilés pour l'habitat et l'aménagement extérieur

Ce groupe emploie 240 salariés et exporte dans 26 pays.

Le groupe Rose a saisi, en 2018, Lamballe Terre & Mer pour l'accompagner dans un nouveau projet de développement industriel. Le 18 décembre 2018, le Conseil communautaire a délibéré sur l'acquisition et la cession d'emprises immobilières au profit du groupe ROSE dans le cadre de ce projet. Depuis, ce projet a grandement évolué.

Aujourd'hui, le Groupe Rose demande à :

- Relier le site rue de la Saudraie à celui situé de l'autre côté du bassin de rétention. Cette liaison peut s'établir en cédant des emprises communautaires d'une surface d'environ 4 250 m², à extraire des parcelles 252AN322, 342, 351, 463, 507.
- Acquérir la parcelle 252AN374 d'une surface de 31 705 m².

Une partie de l'emprise à céder fait partie de la Rue de la Saudraie, voirie publique communautaire. Cette partie à céder de 970 m² environ est en impasse et n'est utilisée que pour la desserte du site industriel du demandeur.

Conformément à l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière, la procédure de classement ou de déclassement d'une voie publique est dispensée d'une enquête publique lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie. Par ailleurs l'article L.112-8 du Code de la Voirie Routière prévoit un droit de priorité d'acquisition aux propriétaires riverains des parcelles déclassées.

Dans le cas présent, les emprises à céder correspondent à une impasse dédiée à la desserte du site du demandeur sur laquelle aucune circulation générale n'existe. Son aliénation ne porte donc pas atteinte aux fonctions de circulation et de desserte générale.

Au regard de :

- L'avis des Domaines du 7 janvier 2020 estimant la surface à acquérir de 4 250 m² (à extraire des parcelles 252AN322, 342, 351, 463, 507 dont 1 500 m² en zone N) à 30 515 €, assortie d'une marge de négociation de 10%
- Des travaux de dévoiement de réseaux et de la modification du profil du bassin de rétention à effectuer par Lamballe Terre & Mer. Nécessaires pour ces cessions, ces travaux et leurs frais annexes (notamment frais de géomètre et frais de topographie) sont estimés à 153 652 € et correspondent à une charge augmentative du prix de vente de ces parcelles.
- L'avis des Domaines du 17 décembre 2018 prorogé par le 6 janvier 2020 et estimant la parcelle 252AN374 de 31 705 m² à 65 833 € HT, assortie d'une marge de négociation de 10%

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- RETIRE la délibération n°2018-262 du 18 décembre 2018 en raison de la modification du projet du groupe Rose et de leurs nouvelles demandes,
- CONSTATE la désaffectation d'une emprise de voirie Rue de la Saudraie d'une surface de 970 m² et DECLASSE du domaine public communautaire cette emprise dans le cadre de l'article L.141-3 du Code de la Voirie Routière,
- APPROUVE la vente de ces emprises citées ci-dessus au groupe ROSE (PROMADIS) ou à tout autre organisme désigné par celui-ci pour un montant total de 250 000 €,
- DIT que les frais d'acte sont à la charge de l'acquéreur,
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer les actes de vente et tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-010

Membres en exercice : 64 Présents : 55 Absents : 9 Pouvoirs : 4

<p style="text-align: center;">SPORTS CENTRE AQUATIQUE (PLENEUF-VAL-ANDRE) COMMISSION D'APPEL D'OFFRES - CREATION</p>
--

Par délibération du 22 octobre 2019, le Conseil communautaire a validé le programme technique détaillé pour la construction du centre aquatique du Pont Gagnoux à Pléneuf-Val-André. Compte tenu de l'importance des travaux, le maître d'œuvre de l'opération sera désigné après procédure de concours conformément aux articles L.2125-1. 2° et R.2162-15 à R.2162-24 du code de la commande publique. Cette procédure est pilotée par un jury, qui comprend notamment les membres élus de la commission d'appel d'offres (CAO).

Le Code Général des Collectivité Territoriales n'interdisant pas d'instituer plusieurs CAO, il est proposé de créer une commission d'appel d'offres propre à la construction du centre aquatique du Pont Gagnoux à Pléneuf-Val-André.

Cette Commission est composée de la manière suivante :

- Président de la CAO : Monsieur le Président de Lamballe Terre & Mer, ou son représentant,
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants, élus par le Conseil Communautaire élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du

plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Les conditions de dépôts des listes sont fixées par le Conseil communautaire.

Au regard du Code Général des Collectivités Territoriale

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire

- ACCEPTE de créer une commission d'appel d'offres propre à l'opération relative à la construction d'un centre aquatique à Pléneuf-Val-André,
- FIXE comme suit les conditions de dépôt des listes de cette Commission d'Appel d'Offres
 - o les listes sont déposées ou adressées aux Assemblées au plus tard le 11 février 2020
 - o les listes peuvent comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir,
 - o les listes doivent indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-011

Membres en exercice : 64 Présents : 54 Absents : 10 Pouvoirs : 4

SPORTS

PISCINE « LA TOURELLE » (PLEMY) – GESTION PAR DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Par délibération du 15 décembre 2015, la gestion de la piscine intercommunale « La Tourelle », située sur le territoire de Plémy, a été confiée à la SARL PRESTALIS. Ainsi, cet équipement est exploité depuis le 1^{er} janvier 2016, par le biais d'un contrat de Délégation de Service Public, pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020. Dès lors, et afin d'assurer la continuité de l'exécution du service, la Communauté doit, dès à présent, se prononcer sur le choix du futur mode de gestion de cet équipement.

Plusieurs montages juridiques, susceptibles d'intervenir pour l'exploitation de cet équipement, ont été présentés à la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 7 janvier 2020. Cette instance a approuvé le recours à la délégation de service public pour la gestion de la piscine « La Tourelle ». Conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un rapport transmis aux conseillers communautaires présente les différents modes de gestion. Par ailleurs, il détaille les principales caractéristiques du futur contrat.

Le contrat aurait la nature d'un contrat de délégation de service public au sens des dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du CGCT et d'un contrat de concession au sens des articles L. 1121-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Il aurait pour objet de confier, au délégataire, l'exploitation de la piscine de la Tourelle. La durée du contrat serait fixée à 5 années, afin de permettre au délégataire d'amortir dans ses comptes les investissements réalisés dans le cadre de la délégation de service public.

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- APPROUVE le principe de l'exploitation de la piscine La Tourelle par le biais d'une délégation de service public,

- APPROUVE les caractéristiques principales des prestations que doit assurer le délégataire, telles que définies dans le rapport (annexé) sur le choix du mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à l'exécutif d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions de l'article L.1411-4 et L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- AUTORISE le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de délégation de service public et à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-012

Membres en exercice : 64 Présents : 53 Absents : 11 Pouvoirs : 4

SPORTS

PISCINE « LA TOURELLE » (PLEMY) – CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - AVENANT

Par délibération du 15 décembre 2015, la gestion de la piscine « La Tourelle », située à Plémy, a été confiée à la SARL PRESTALYS. Cet équipement est exploité depuis le 1^{er} janvier 2016 par le biais d'un contrat de Délégation de Service Public, pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération du 21 janvier 2020, le Conseil communautaire a confirmé la poursuite de l'exploitation de cet équipement par délégation de service public. Dans ce cadre, Lamballe Terre & Mer s'interroge sur l'opportunité de confier au futur délégataire la réalisation éventuelle de travaux d'investissement pour étendre l'offre de services de l'équipement.

Dans ce contexte et afin de disposer du temps nécessaire pour mener à bien cette réflexion, il est envisagé de prolonger, par avenant, la durée du contrat actuel de 6 mois soit du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021. Le coût de cette prolongation est de 219 312 € HT représentant ainsi une augmentation de 9,93 % du montant initial actualisé du contrat de DSP.

Par ailleurs, du fait de son caractère inopérant, il est proposé de modifier la formule d'indexation des prix initialement définie à l'article 24 du contrat de DSP pour la période de prolongation considérée, soit du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021.

Au regard :

- Des articles L.3135-1 à L.3135-2 et R.3135-1 à R.3135-10 du Code de la Commande Publique,
- De l'avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public, réunie le 09 janvier 2020, à la passation de cet avenant (article L.1411-6 du CGCT),

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- VALIDE la prolongation de six mois du contrat de délégation de service public et les modalités financières pour cette période,
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer l'avenant et tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-013

Membres en exercice : 64 Présents : 54 Absents : 10 Pouvoirs : 4

NUMERIQUE BRETAGNE TRES HAUT DEBIT – FINANCEMENT DE L'OPERATION DE MONTEE EN DEBIT A LAMBALLE-ARMOR (PLANGUENOUAL)

Pour rappel, la première phase du projet Bretagne Très Haut Débit (2014-2018) permet le raccordement de 230 000 locaux à l'échelle de la Bretagne. Elle se réalise en 2 tranches distinctes, sous maîtrise d'ouvrage de Mégalis Bretagne, qui ont chacune fait l'objet d'un conventionnement avec les EPCI concernés.

La programmation de la deuxième phase du projet Bretagne Très Haut Débit (2018-2023) a été adoptée par Mégalis Bretagne en mars 2018 après une concertation avec les EPCI, organisée par les Départements dans le cadre des commissions Programmation et Financement de Mégalis Bretagne. Elle permettra le raccordement d'environ 400 000 locaux. L'ensemble des foyers, entreprises et sites publics seront raccordés à l'issue de la troisième phase du projet Bretagne Très Haut Débit (après 2023), qui prévoit le raccordement d'environ 600 000 locaux.

Il n'en demeure pas moins que les territoires de la phase 3 présentent encore pour certains des lignes avec des débits faibles qui peuvent faire l'objet d'une amélioration du service par la réalisation de nouvelles opérations de Montées en Débit (MED). L'étude menée par Mégalis Bretagne présentait 190 opérations potentielles à l'échelle de la Bretagne répondant aux critères techniques de faisabilité :

- Secteurs de plus de 80 lignes par opération, compte tenu des coûts fixes importants non réutilisables à terme sur les armoires et l'objectif de faire de ces secteurs de futures zones arrière de sous-répartition optique du réseau FttH
- Priorité sur les prises de moins de 8Mb/s, voire moins de 3Mb/s
- Efficacité avérée de la MED pour faire en sorte que ces prises franchissent bien ces seuils après opération

Sur le territoire de Lamballe Terre & Mer, 7 opérations potentielles ont été définies, avec une proposition de plan de financement : 50% Région Bretagne, 50% EPCI. Lamballe Terre & Mer a décidé de ne pas donner suite à la proposition de Mégalis Bretagne. Mais la Communauté a proposé aux communes concernées par ces opérations de se substituer à l'EPCI pour financer les opérations de montées en débit les concernant. Seule la commune de Lamballe-Armor a retenu cette proposition pour une opération concernant Planguenoual.

Mégalis Bretagne a fait parvenir la convention de co-financement relative à ce projet. Le montant des travaux s'élève à 116 792,11 € HT, dont 50 % à la charge de Lamballe Terre & Mer (58 396,06 €). Par délibération du 24 juin 2019, la commune de Lamballe-Armor s'est engagée à prendre en charge ce montant.

Après en avoir délibéré :

Le Conseil communautaire :

- APPROUVE la réalisation d'une opération de montée en débit à Lamballe-Armor (Planguenoual) sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte Mégalis Bretagne,
- PREND NOTE que la commune de Lamballe-Armor prend en charge la part financière revenant à Lamballe Terre & Mer,
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer la convention de financement de cette opération avec Mégalis Bretagne et tout document nécessaire à l'exécution de cette délibération.

VOTE : Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2020-014

Membres en exercice : 64 Présents : 54 Absents : 10 Pouvoirs : 4

ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCES
COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT PAR DELEGATION DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

L'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Président doit rendre compte des décisions prises dans le cadre des délégations accordées.

Vu la délibération n° 2018-247 du 18 décembre 2018, relative aux modifications des délégations octroyées au Président du Conseil communautaire,

Après cette présentation :

Le Conseil communautaire prend acte des décisions prises par le Président :

Finances et comptabilité

- Décision 2019-179-Aide accession à la propriété – TRAMAIN - 3 000 €
- Décision 2019-181- PIG précarité énergétique – SAINT-GLEN - 500 €
- Décision 2019-182- PIG précarité énergétique – LA BOUILLIE - 500 €
- Décision 2019-183- PIG précarité énergétique – PLENEUF-VAL-ANDRÉ - 500 €
- Décision 2019-184- PIG précarité énergétique – BREHAND - 500 €
- Décision 2019-185- PIG précarité énergétique – HENANBIHEN - 500 €
- Décision 2019-186- PIG précarité énergétique – PLESTAN - 500 €
- Décision 2019-187- PIG précarité énergétique – POMMERET - 500 €
- Décision 2019-188- PIG précarité énergétique – PLENEE-JUGON - 500 €
- Décision 2019-189- PIG précarité énergétique – LAMBALLE-ARMOR - 500 €
- Décision 2019-190-Aide accession à la propriété – HÉNON - 3 000 €
- Décision 2019-191-Aide accession à la propriété – SÉVIGNAC - 3 000 €
- Décision 2019-192-Aide accession à la propriété – NOYAL - 3 000 €
- Décision 2019-193- PIG précarité énergétique – POMMERET - 500 €
- Décision 2019-194- PIG précarité énergétique – SAINT-ALBAN - 500 €
- Décision 2019-195- PIG précarité énergétique – LAMBALLE-ARMOR - 500 €
- Décision 2019-196-Aide accession à la propriété – HENANSAL - 3 000 €
- Décision 2019-197-OPAH RU – LAMBALLE-ARMOR - 5 000 €
- Décision 2019-198- OPAH RU – LAMBALLE-ARMOR - 3 000 €
- Décision 2019-199- OPAH RU – LAMBALLE-ARMOR - 5 000 €
- Décision 2019-200- OPAH RU – LAMBALLE-ARMOR - 284,10 €
- Décision 2019-201-Aide accession à la propriété – SEVIGNAC - 3 000 €
- Décision 2019-202-Aide accession à la propriété – LAMBALLE-ARMOR - 3 000 €
- Décision 2019-204- subvention CAH pour 2 LLS – LAMBALLE-ARMOR - 10 000 €
- Décision 2019-205- PIG précarité énergétique – LAMBALLE-ARMOR - 500 €
- Décision 2019-207- PIG précarité énergétique – ERQUY - 500 €
- Décision 2019-208-Aide accession à la propriété – LAMBALLE-ARMOR - 3 000 €
- Décision 2019-209-Aide accession à la propriété – NOYAL - 3 000 €
- Décision 2020-01-Aide accession à la propriété – JUGON-LES-LACS COMMUNE NOUVELLE - 3 000 €